Crise : le Japon revoit sa politique migratoire

27/07/2010 à 17h01

En 2009 le Japon comptait 2,2 millions d'immigrés (1,71 % de la population totale). En raison de la crise, beaucoup de Brésiliens, qui constituent la troisième communauté étrangère derrière les Chinois et les Coréens, ont dû quitter le Japon. En un an, leur nombre a reculé de 14,4 %. Ces Brésiliens sont en fait des descendants de Japonais ayant émigré en Amérique du Sud au début du XXème siècle.

"La crise a fait prendre conscience de combien coûte le fait d'accepter des travailleurs étrangers d'un point de vue économique et social" (Masahiko Yamada, ministre du travail)

Essentiellement constituée de travailleurs peu qualifiés et de leur famille, la population brésilienne de l'Archipel se concentre dans les grandes cités industrielles : 54 % travaillent en usine (contre 38,9 % des immigrés en général), le plus souvent dans des conditions très précaires.

La plupart sont des nikkeijin, des descendants de Japonais ayant émigré en Amérique du Sud dès 1908. Ils sont venus au Japon en profitant de la révision en 1989 de la loi sur l'immigration, **qui leur a permis d'avoir des visas de travail même en l'absence de qualification particulière**. La mesure devait compenser la baisse de la population active, amorcée au Japon dans les années 1980. Moins de 4 000 avant 1990, les nikkeijin étaient plus de 310 000 à la fin de 2007. Leur intégration a parfois été difficile, notamment dans les années 1990, ponctuées de troubles sociaux.

Dès le début de la crise de l'automne 2008, les industriels se sont séparés en priorité de cette main-d'oeuvre. Le taux de chômage de la communauté aurait atteint 40 %, contre 5 % avant la crise. L'afflux de ces nouveaux chômeurs, sans

qualification et parlant mal le japonais, dans les centres Hello Work de recherche d’emplois a provoqué une certaine panique. Le gouvernement en est même venu à créer un programme d’aide financière au retour. Déjà, 11 300 nikkeijin en auraient profité.

Suite sur Le Monde